97-84219-25

Sydorenko, M.M.

Une conversation avec M. Sydorenko, président...

Paris

[1919]

97-84219-25
MASTER NEGATIVE #

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DIVISION

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD

308
Z
Box 858
Sydorenko,
Une conversation avec M. Sydorenko, président de la délégation ukrainienne. Paris, Bureau ukrainien de press [1919]
8 p., 22 cm.

Work signed: Alexis Caille.
"Extrait de La Petite république du 30 avril 1919."

RESTRICTIONS ON USE: *Reproductions may not be made without permission from Columbia University Libraries.*

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 9:1 IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB

DATE FILMED: 10-13-97 INITIALS: PB

TRACKING # : 28930

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.

BUREAU UKRAINIEN DE PRESSE
28, rue Pauquet, PARIS-16e

UNE CONVERSATION

avec

M. SYDORENKO

Président

de la Délégation Ukrainienne

308
Z
BOX 258

57490.B

57490B MAY - 2 1955 KM

Une conversation avec M. SYDORENKO

Président de la Délégation ukrainienne

Nous avons eu l'autre jour le privilège d'un entretien de près d'une heure avec M. Sydorenko, le président de la délégation ukrainienne à la Conférence de la Paix.

M. Sydorenko nous a reçu dans son cabinet de travail, une grande pièce très simple, largement éclairée par de grandes fenêtres qui donnent sur l'une de ces belles avenues voisines de l'Etoile, et tout de suite, en un français très correct, avec un souci constant du choix de l'expression qui frappe et qui fait image, il aborda le fond même de la question qui le préoccupe et à la solution de laquelle il consacre toute son inlassable énergie. Car c'est bien l'impression de l'énergie et de la volonté qui se dégage, dès les premières phrases, d'une conversation avec le représentant de la République ukrainienne.

— Il faut que l'Entente, il faut que la France nous comprennent et nous aident. Rien ne sert de revenir sur le passé; des heures précieuses ont été perdues, des fautes graves ont été commises parce que les représentants des puissances de l'Entente, mal informés, renonçaient à nous voir avec leurs propres yeux et

s'en remettaient, pour nous apprécier, au seul jugement de nos adversaires. Aujourd'hui, les choses ont changé, et cette orientation nouvelle va nous ouvrir le chemin du succès, que nous saurons faire rapide et décisif.

PLUS DE FÉODALITÉ

Ce qu'on n'a pas voulu comprendre tout de suite et ce qui aurait dû cependant être compris sans délai dans un pays comme la France, c'est le véritable caractère de notre révolution. Nous ne sommes, en effet, que des révolutionnaires de l'école de votre grande Révolution. Ce que nous avons abattu, ce que nous laisserons jamais se relever, c'est la féodalité — et à plusieurs reprises, M. Sydorenko insiste sur le mot — la féodalité opprimante et déprimante, le régime boche de la féodalité destructive de toute civilisation. Nous ne voulons plus de ces propriétés de soixante mille hectares comme il y en avait chez nous et sur lesquelles toute une population travaillait pour une seule famille. Mais ne plus vouloir de féodalité, ce n'est pas être bolcheviste; il me semble que tous les Français le comprendront. Nous n'avons jamais été bolchevistes et nous ne le serons jamais. Tout ce qui a été dit, écrit ou télégraphié à ce sujet n'est qu'un tissu d'inexactitudes savamment fabriqué par nos adversaires.

NOS ADVERSAIRES

Or, quels sont nos adversaires? Vous les trouverez en cherchant d'abord du côté de ceux qui profitaient de ce régime de féodalité que nous avons combattu. Ce sont les grands propriétaires polonais dont beaucoup possédaient des terres immenses en Ukraine, ce sont les Russes de l'ancien régime groupés par Denikine en vue d'une restauration tsariste, ce sont les Russes de Kolchak un instant unis aux Roumains ce sont enfin et surtout les bolchevistes.

PAS DE BOLCHEVISME UKRAINIEN

Car il n'y a pas de bolchevistes chez nous, où le paysan, attaché à son champ presque autant qu'un paysan de France, a, plus que partout ailleurs, en Russie le sens et le respect de la propriété individuelle. Le bolcheviste en Ukraine, c'est l'envahisseur russe, attiré dans nos campagnes comme le furent les Allemands, par la richesse de notre pays et l'abondance des réserves de nos greniers.

Si quelques Ukrainiens ont pu, un moment, se joindre aux bolchevistes, la faute en demeure toute entière à la politique de l'Entente, car ils l'ont fait parce que les bolchevistes les engageaient à se joindre à eux pour combattre l'intervention étrangère et la restauration tsariste. Nos populations voyaient les troupes françaises ou les troupes grecques appuyer Denikine, et la propagande bolcheviste trouvait une plate-forme propice dans l'exploitation du sentiment national si ardent qui anime nos paysans. On les entraînait en leur déclarant que ces étrangers revenaient faire chez nous ce qu'avaient déjà fait les Allemands...

Mais les Ukrainiens se sont vite ressaisis en apprenant à connaître les bolchevistes. Ils ont vu les troupes russes du Nord accompagnées

de mercenaires chinois, arriver dans les villages, rafler le bétail, ramasser jusqu'à la dernière poule de la basse-cour, et, après avoir ainsi consommé la ruine de nos villageois, entasser, devant eux, tout ce butin dans des wagons qui partaient ravitailler la Russie du Nord.

Alors le paysan ukrainien a compris qu'il n'avait pas de pire ennemi que le bolcheviste. Il l'a tellement compris que, nous pouvons le dire aujourd'hui, la lutte qu'il nous faut mener n'est plus qu'une lutte de résistance contre l'envahissement de l'armée rouge et les dévastations qu'elle sème autour d'elle,; ce n'est plus, en aucune façon, un combat contre une propagande en faveur d'une politique sociale. *Ce que nous redoutons en Ukraine maintenant, ce n'est pas l'idée bolcheviste, c'est seulement le mercenaire bolcheviste.*

L'ENNEMI UNIQUE.

Croyez cependant que ce mercenaire bolcheviste, nous sommes décidés à le combattre et que nous sommes assurés de le battre.

Jusqu'ici, la politique de l'Entente, mal informée par des nouvelles recueillies seulement auprès de nos pires adversaires, mal conseillée par les seuls représentants du tsarisme russe, cette politique faisait que, de quelque côté que nous tournions nos regards, nous ne trouvions que des ennemis.

Les Polonais, approvisionnés d'armes et de munitions pour combattre les Allemands, s'en servaient en même temps contre nous pour créer un état de fait en leur faveur dans la

Galicie orientale. Les Roumains, en Bessarabie, appuyés des débris d'une armée tsariste, nous combattaient d'un autre côté.

Denikine agissait aussi en liaison avec quelques divisions de l'Entente et menaçait toutes nos libertés reconquises avec l'appui paradoxal du peuple qui accomplit le miracle de 1889.

Enfin les bolchevistes profitaient de la situation effroyable qui nous était faite et qui paralysait notre résistance.

MAIS LES DIFFICULTÉS S'APLANISSENT

Fort heureusement, aujourd'hui, tout cela est du passé. Un revirement s'est produit dans la politique de l'Entente et on a compris que si nous ne pouvions pas vaincre quatre adversaires, il nous était certainement possible de venir à bout d'un seul, le bolchevisme.

Or, il n'y a pour nous que le bolchevisme qui soit un adversaire véritable. Les autres, tous les autres doivent être pour nous, tout au contraire, des amis et des alliés. Nous pouvons régler à l'amiable avec les Roumains la question de la Bessarabie et avec les Polonais la question de la Galicie orientale, surtout si ce règlement se fait sous le contrôle de l'Entente. Depuis quelques semaines déjà on est entré résolument dans cette voie. Il n'y a plus d'hostilités du côté de la Roumanie, et nos troupes ont signé une armistice avec les troupes polonaises. Quant à Denikine, on s'est rendu compte de l'inutilité de son effort et de l'importance de la faute qui consistait à le soutenir contre toutes les volontés populaires.

de mercenaires chinois, arriver dans les villages, rafler le bétail, ramasser jusqu'à la dernière poule de la basse-cour, et, après avoir ainsi consommé la ruine de nos villageois, entasser, devant eux, tout ce butin dans des wagons qui partaient ravitailler la Russie du Nord.

Alors le paysan ukrainien a compris qu'il n'avait pas de pire ennemi que le bolcheviste. Il l'a tellement compris que, nous pouvons le dire aujourd'hui, la lutte qu'il nous faut mener n'est plus qu'une lutte de résistance contre l'envahissement de l'armée rouge et les dévastations qu'elle sème autour d'elle,; ce n'est plus, en aucune façon, un combat contre une propagande en faveur d'une politique sociale. *Ce que nous redoutons en Ukraine maintenant, ce n'est pas l'idée bolcheviste, c'est seulement le mercenaire bolcheviste.*

L'ENNEMI UNIQUE.

Croyez cependant que ce mercenaire bolcheviste, nous sommes décidés à le combattre et que nous sommes assurés de le battre.

Jusqu'ici, la politique de l'Entente, mal informée par des nouvelles recueillies seulement auprès de nos pires adversaires, mal conseillée par les seuls représentants du tsarisme russe, cette politique faisait que, de quelque côté que nous tournions nos regards, nous ne trouvions que des ennemis.

Les Polonais, approvisionnés d'armes et de munitions pour combattre les Allemands, s'en servaient en même temps contre nous pour créer un état de fait en leur faveur dans la

Galicie orientale. Les Roumains, en Bessarabie, appuyés des débris d'une armée tsariste, nous combattaient d'un autre côté.

Denikine agissait aussi en liaison avec quelques divisions de l'Entente et menaçait toutes nos libertés reconquises avec l'appui paradoxal du peuple qui accomplit le miracle de 1889.

Enfin les bolchevistes profitaient de la situation effroyable qui nous était faite et qui paralysait notre résistance.

MAIS LES DIFFICULTÉS S'APLANISSENT

Fort heureusement, aujourd'hui, tout cela est du passé. Un revirement s'est produit dans la politique de l'Entente et on a compris que si nous ne pouvions pas vaincre quatre adversaires, il nous était certainement possible de venir à bout d'un seul, le bolchevisme.

Or, il n'y a pour nous que le bolchevisme qui soit un adversaire véritable. Les autres, tous les autres doivent être pour nous, tout au contraire, des amis et des alliés. Nous pouvons régler à l'amiable avec les Roumains la question de la Bessarabie et avec les Polonais la question de la Galicie orientale, surtout si ce règlement se fait sous le contrôle de l'Entente. Depuis quelques semaines déjà on est entré résolument dans cette voie. Il n'y a plus d'hostilités du côté de la Roumanie, et nos troupes ont signé une armistice avec les troupes polonaises. Quant à Denikine, on s'est rendu compte de l'inutilité de son effort et de l'importance de la faute qui consistait à le soutenir contre toutes les volontés populaires.

Ainsi le terrain se trouve enfin déblayé et nous n'avons plus en face de nous qu'un seul adversaire : le bolchevisme. Croyez que nous saurons en venir à bout.

LE CONCOURS DE L'ENTENTE

Jusque là, j'avais écouté tout cet exposé fait avec méthode et clarté, exprimé avec une conviction très persuasive. M. Sydorenko s'arrêta un moment. J'en profitai pour lui poser une question :

— Et dans cette lutte contre le bolchevisme, quel concours attendez-vous de l'Entente ? De l'argent ? des armes ? des munitions ? des soldats ?

— Oh ! non pas de soldats surtout ! Pas de soldats ! s'écria M. Sydorenko avec une netteté brutale.

Et après une seconde de réflexion, il reprit :

— Ce que nous attendons de l'Entente, c'est avant tout un concours moral. C'est la reconnaissance officielle de la grande République ukrainienne, qui pourra demain, forte d'une souveraineté que ses alliés naturels ne discuteront plus, régler d'accord avec eux les questions de détail qu'elle doit mettre au point avec les Républiques voisines. Voilà notre réclamation principale.

Ensuite, il nous faudra du matériel et des munitions, car l'Ukraine, grand pays agricole et pacifique, ne fabrique nulle part des canons ou des fusils. Il vous sera facile d'ailleurs de nous en donner, maintenant, comme il vous sera facile de nous donner des tanks.

PAS DE SOLDATS...

Quant aux soldats, non, il ne faut pas en envoyer chez nous. C'est un mouvement national qui a secoué la féodalité tsariste, c'est par nous-même que ce mouvement sera soutenu jusqu'à l'installation solide de la République ukrainienne. Surtout au lendemain des erreurs commises, la venue de soldats étrangers sur notre sol ne serait pas comprise et elle nous desservirait au lieu de nous servir. N'oubliez pas que notre mouvement antiféodal lui-même était, au fond, un mouvement national, puisque nos féodaux étaient presque tous des étrangers : grands propriéteires polonais d'abord — ce qui explique l'hostilité à notre égard de certaines classes encore dirigeantes en Pologne — et russes du nord ensuite, — ce qui vous explique les tentatives des partisans d'une restauration tsariste. Nous voulons l'Ukraine aux paysans ukrainiens, propriétaires du sol comme le paysan de France qui a su conquérir le sien.

... MAIS DES OFFICIERS INSTRUCTEURS

Donc, pas de soldats, mais des instructeurs. Nous avons besoin de mieux organiser nos troupes et il est nécessaire que, dans le nombre des officiers que vous démobilisez, quelques volontaires — ils ne manqueront pas — viennent chez nous faire de nos hommes décidés à combattre le bolchevisme, des soldats entraînés, méthodiques et disciplinés. Les officiers français excellent dans cette besogne d'instructeurs. Qu'on nous les envoie vite car chaque jour de perdu est une journée gagnée par le bolchevisme.

LA DETTE RUSSE

— Faut-il maintenant, poursuit M. Sydorenko, que j'ajoute à ce long exposé l'indication de l'intérêt que les puissances de l'Entente ont à suivre cette politique.

L'Ukraine est riche. Grenier à blé de l'ancienne Russie, elle a son charbon, elle a ses mines et comme elle n'est pas bolcheviste, *la République ukrainienne réclame sa part de la dette impériale russe ;* elle la réclame parce qu'elle veut la payer et parce qu'elle peut la payer.

La République ukrainienne est un immense pays plein d'avenir qui se sent commercialement et industriellement attiré vers deux puissances avant toutes les autres, la France, la France qui possède chez nous déjà tant de capitaux employés au développement du pays, et l'Italie, l'Italie qui peut assumer l'essentiel de notre commerce maritime.

Nous comptons sur l'une comme sur l'autre et vous verrez que notre confiance ne sera pas déçue.

Et je vous assure qu'en écoutant M. Sydorenko, énergique et précis, il est difficile de douter du succès final d'une belle cause défendue avec tant de volonté, de décision et de chaleur.

ALEXIS CAILLE.

(Extrait de *La Petite République* du 30 Avril 1919).

Robinet-Houtain
imprimeurs
17, Rue Littré, 17

END OF
TITLE